

# SEPT MYTHES SUR LES BIDONVILLES

LE 14 MAI 2011 EMCEE

Les décennies passent, les promesses fusent, mais les bidonvilles demeurent. Pourquoi? Parce que le débat est fondé sur de faux présupposés.



***Il y a assez de ressources dans le monde pour les besoins de chacun, mais pas assez pour la convoitise de tous – Mohandas Karamchand Gandhi***



Et pourtant, malgré les efforts des “agences internationales” depuis des décennies, les bidonvilles continuent de s’étendre partout dans le monde. Il doit tout de même y avoir quelque chose d’erroné dans le postulat de base, non ?

Voici les explications d’Adam W. Parsons dans l’article **“The Seven Myths of Slums”** publié dans *Dissident Voice*, le 10 décembre 2010.

Si on s’intéresse à la question des bidonvilles, quelques données fondamentales vont vite paraître évidentes. D’abord, le centre de la pauvreté dans le monde se déplace actuellement des campagnes vers les villes, et plus de la moitié de la population mondiale vit actuellement dans des zones urbaines pour la première fois de l’histoire de l’Humanité.

Deuxièmement, la majorité de la population mondiale, la majorité de ses plus grandes villes et la majorité de la pauvreté urbaine se situent aujourd’hui en Afrique, en Asie et en Amérique Latine – le prétendu monde en voie de développement.

Troisièmement, la croissance des bidonvilles depuis les années 1980 est à la fois impressionnante et sans précédent (même s’il y a eu des bidonvilles urbains en Europe depuis la révolution industrielle) et le nombre d’habitants de bidonvilles dans le monde devrait augmenter continuellement dans les prochaines décennies.



***Le plus grand bidonville d’Asie qui se trouve à Bombay, a depuis 1950, grandi deux fois plus vite que la ville formelle avec une croissance moyenne de 8% contre 4% pour la ville de Bombay. Aujourd’hui, ce bidonville compte un peu plus d’un million d’habitants. Ce n’est plus un regroupement de baraques mais des structures qui recouvrent plusieurs centaines d’hectares. Des structures homogènes, compactes, sans équipements urbains ou presque, qui deviennent par leurs proportions gigantesques totalement inhumaines. (source)***



Au-delà de ces faits, il n’y a, semble-t-il, guère de prise de conscience sur la réalité des bidonvilles dans l’imaginaire populaire. Grâce au travail infatigable de nombreux militants et d’ONG au cours de nombreuses décennies, la question de la pauvreté dans le monde est devenue une priorité, mais le problème des bidonvilles, qui constitue un élément essentiel de la pauvreté dans l’urbanisation des villes, ne s’inscrit toujours pas dans les préoccupations de la majorité des populations.

S’il y a beaucoup de publications spécialisées sur ces quartiers informels, l’image que donnent des bidonvilles les films populaires et la littérature contribue également à renforcer

un certain nombre de préjugés tenaces contre les citadins pauvres.

---

L'indifférence méprisante exprimée par de nombreux gouvernements et citoyens des classes moyennes et bourgeoises aux problèmes que rencontrent les millions de gens qui vivent dans les bidonvilles peut également conduire à d'autres formes de discrimination ou de "mythes" sur les solutions à apporter au problème des logements précaires.

Véhiculé par les nombreuses publications au cours de ces dernières décennies qui reprennent les idées fausses sur la pauvreté dans le monde, le sentiment qui prévaut en Occident sur les questions de développement est souvent caractérisé par de nombreuses hypothèses, des poncifs et des théories sur les très pauvres qui vivent dans des pays lointains.

Si on dénonce certains de ces mythes fondamentaux sur la pauvreté, on peut éviter les solutions motivées par la culpabilité ou la crainte et s'intéresser alors aux causes structurelles de l'impuissance qui conduit à l'insécurité et le dénuement. Les mythes présentés ci-dessous sur les bidonvilles sont destinés à donner une vue d'ensemble sur un certain nombre de problèmes clés concernant les établissements humains – parmi lesquels, les effets de la mondialisation économique, le rôle des États, l'importance du secteur informel de l'emploi, la question de l'aide internationale, ainsi que la polémique (dont on parle peu) autour des chiffres sur les bidonvilles dans le monde et des projets pour le développement.

## Mythe n°1 : la surpopulation

Il est facile de penser que les bidonvilles urbains résultent de la surpopulation citadine, ou de l'exode rural, et que, donc, les pouvoirs publics ne peuvent pas faire face aux problèmes de logement. Mais le véritable problème provient de structures institutionnelles dépassées, de systèmes judiciaires inadaptés, de l'incompétence des responsables nationaux et locaux, et de politiques de développement urbain de court-terme.

Dans une perspective plus large, la résurgence d'une idéologie de non-interventionnisme ces dernières décennies a affaibli les gouvernements nationaux et a conduit les États à revoir à la baisse l'importance qu'ils devaient accorder à une distribution plus équitable des ressources. Les États étant criblés de dettes, forcés de privilégier les remboursements de prêts plutôt que le financement des services publics indispensables, comme les soins de santé, et étranglés par le soi-disant **Consensus de Washington** qui exige que l'État se retire de pratiquement tous les secteurs de la vie publique, il est devenu impossible depuis les années 1980 aux États et aux agences internationales d'avancer au même rythme que la formation de bidonvilles urbains.

En clair, l'existence de bidonvilles n'est pas la conséquence inévitable de la surpopulation, mais de l'échec des politiques à tous les niveaux – mondial, national et local – et de l'adoption d'un paradigme international du développement qui ne donne pas la priorité aux besoins essentiels des pauvres.

## Mythe n°2 : c'est la faute des pauvres

Beaucoup de gens continuent de rendre les pauvres responsables de leur misère.

D'après ce mythe bien ancré dans l'esprit des gens, ceux qui vivent dans les bidonvilles sont antisociaux, sans instruction, et rechignent à travailler, sinon, ils ne vivraient pas dans des conditions si sordides.

Contrairement à ces préjugés répandus, les anthropologues et les spécialistes du développement ont constaté depuis longtemps que les pauvres ne sont pas un fardeau pour les villes qui s'urbanisent, mais en sont souvent la ressource la plus dynamique. Si, au niveau individuel, les citadins pauvres ont fait preuve d'une inventivité prodigieuse pour construire des logements de fortune, la force collective a donné des résultats exceptionnels dans la construction de nouveaux logements et l'amélioration des logements des bidonvilles existants. C'est d'ailleurs ce que dit la documentation officielle sur le développement, qui préconise "*l'amélioration des bidonvilles participative*" comme étant la meilleure méthode pour les actions en faveur de l'habitat dans les pays en voie de développement.

Pourtant, pour chaque exemple de projet d'amélioration réussi élaboré par une collectivité, il y a un exemple d'opérations de destruction des bidonvilles et d'expulsions forcées. C'est un des problèmes les plus cruciaux de la lutte contre la pauvreté : les États reconnaîtront-ils et soutiendront-ils la capacité des pauvres à s'organiser et à contribuer à développer une ville qui les intégrera ou continueront-ils à considérer les habitants des bidonvilles comme des

gens réfractaires au “progrès” et une menace pour les institutions traditionnelles ?

### **Mythe n°3 : les bidonvilles sont des lieux de criminalité, de violence et de fracture sociale**

S'il y a bien un préjugé envers les citadins pauvres qui a la vie dure, c'est l'idée que les bidonvilles sont des lieux de fracture sociale et de désespérance, et que les habitants commettent des violences et des crimes.

Même s'il y a parfois un taux de criminalité élevé dans de nombreux bidonvilles dans les pays pauvres, la description qui est couramment faite de la vie dans les bidonvilles oublie les causes plus profondes de l'insécurité et de la violence – comme, par exemple, les liens entre le taux de criminalité et les problèmes de pauvreté, d'inégalités, d'exclusion sociale et de chômage des jeunes.



Ces facteurs intrinsèques (et, plus importants encore, les responsabilités et les échecs des pouvoirs publics) sont souvent occultés dans les films et les documentaires sur les bidonvilles. Nombreux sont ceux qui, dans les pays du Sud, font également preuve de solidarité mutuelle qui contredit ces stéréotypes négatifs, de même que d'innombrables exemples de dévouement, d'altruisme et de services communautaires servent de modèles louables à la société “mainstream”.

Il ne s'agit pas ici de glorifier ou de faire du sentimentalisme envers les citadins pauvres et leur système d'entraide pour le logement, car de nombreux bidonvilles peuvent, à l'opposé, se caractériser par un individualisme forcené et une exploitation mesquine. Mais trop souvent, l'idée reçue que les squatters sont des gens “différents” – qu'ils soient considérés comme des criminels, des oisifs, des parasites, des usurpateurs, des prostituées, des malades, des ivrognes ou des toxicomanes – est l'erreur la plus courante commise à l'égard de ceux qui vivent dans des quartiers pauvres des villes.

### **Mythe n°4 : les bidonvilles sont une étape inévitable du développement**

Il y a un postulat sous-jacent au problème des bidonvilles et de la pauvreté urbaine, c'est que les pauvres finiront par atteindre notre niveau de vie s'ils adhèrent au système de libre échange tel que nous l'avons déterminé pour le développement. Cependant, les politiques de croissance industrielle menées par les pays développés ne s'appuyaient pas sur une idéologie libérale de libre échange et de non-intervention de l'État, mais plutôt sur des stratégies protectionnistes pour les industries importantes aux premiers stades de leur développement. On peut donc se demander pour quelle raison préconise-t-on la politique néolibérale pour les pays en voie de développement depuis les années 1970. La “science” de l'économie s'appuie également sur l'hypothèse que la croissance perpétuelle est le fondement du progrès, même si divers bilans ont fait naître des doutes sur les effets secondaires du capitalisme sans entrave sur les questions environnementales et sociales.

De plus, on peut se demander s'il est acceptable de considérer les conditions épouvantables et les violations des droits humains inhérentes aux villes au XIX<sup>ème</sup> siècle comme étant la condition inévitable, bien que désagréable, du progrès dans une ville qui s'industrialisait rapidement comme Bombay ou Shanghai. Si ce n'est pas le cas, il nous reste à réfléchir à des objectifs différents et des modèles de développement plus holistiques qui privilégient les objectifs sociaux plutôt que les impératifs de rentabilité et le PIB en procédant à une distribution des ressources plus équitable au niveau national et mondial.

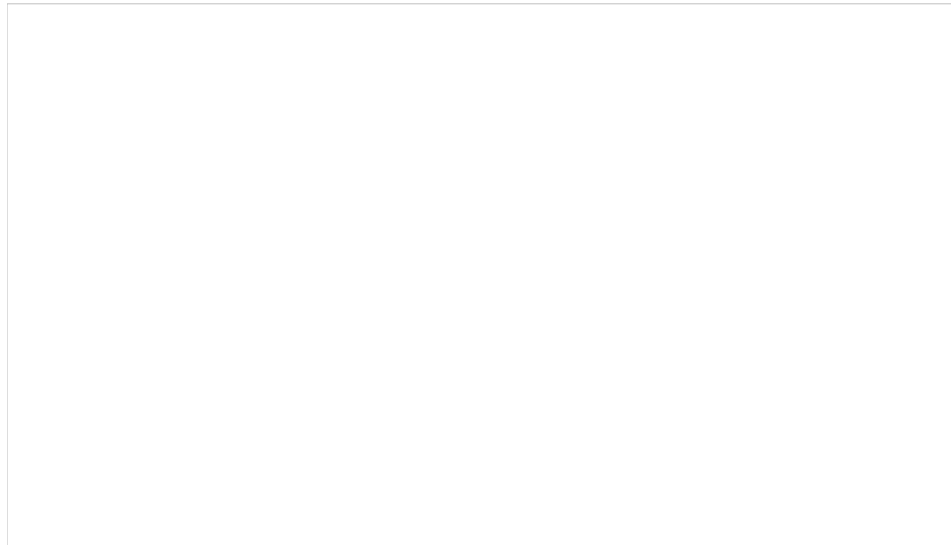
## **Mythe n°5 : le libre-échange peut mettre fin aux bidonvilles**

Parmi ceux qui préconisent la mondialisation économique, beaucoup continuent d'accorder une confiance absolue au pouvoir des marchés pour en finir avec les bidonvilles.

Le postulat de base étant d'écarter l'État inefficace, et de s'en remettre au pouvoir bénéfique des marchés et aux capitaux privés qui serviront de leviers pour la croissance économique et la richesse générale. Mais, après des décennies où l'économie de marché était considérée comme le remède miracle aux maux du XXI<sup>e</sup> siècle, le nombre croissant de citadins qui vivent dans les bidonvilles est bien la preuve que la stratégie de la "croissance d'abord" pour le développement n'est pas viable. Se servir des forces du marché pour arbitrer la distribution des ressources ne peut qu'exclure certaines catégories sociales. D'autre part, le système ne fonctionne pas pour certains types de produits ou services, comme les logements destinés aux pauvres ou les aides sociales pour les personnes à faibles revenus.

La dérèglementation et la privatisation des services publics servent également à restreindre l'accès aux aides sociales et compromettent davantage la capacité des services publics à répondre aux besoins de ceux qui n'ont pas les moyens de se tourner vers le marché privé pour les logements, les soins médicaux, l'éducation et le système d'assainissement.

En résumé, les politiques de concurrence du marché mondialisé, censées créer des villes "de classe internationale" et fondées sur l'efficacité et la croissance, n'ont pas réglé la question des bidonvilles et sont plus susceptibles d'aggraver la pauvreté urbaine qu'être une solution pour l'avenir.



## **Mythe n°6 : la solution, c'est l'aide internationale**

S'il y a peut-être davantage de projets qu'auparavant pour améliorer les conditions de vie des pauvres des villes, le système actuel d'aide publique au développement (APD) n'est pas parvenu, de toute évidence, à endiguer la vague croissante de formation de bidonvilles.

Le premier problème est simplement une question d'échelle, la réduction de la pauvreté urbaine ne figure pas dans les toutes premières priorités des agences multilatérales et des pays riches pour les aides financières. Plus important encore, c'est le décalage qui existe entre le genre d'aides nécessaires à améliorer les bidonvilles et les formes d'action qui sont actuellement proposées par les institutions d'aide internationale. Notamment, la majorité des agences d'aide au développement officielles n'ont pas réussi à développer des relations avec les habitants des bidonvilles et leurs organisations représentatives, et ne laissent guère les associations de pauvres jouer un rôle dans la conception et la mise en œuvre des programmes d'aides.

Les agences d'aides et des banques de développement n'ont pas pour principal souci de

mener une politique de redistribution, qui serait capitale pour donner aux pauvres la maîtrise locale sur le processus de construction de logements. Alors que les ressources financières supplémentaires sont impératives pour améliorer les bidonvilles dans les pays en voie de développement, il est peu probable que les aides puissent répondre de façon satisfaisante à la crise du logement urbain sans un changement d'objectifs et de priorités des principaux pays donateurs et des institutions qui régissent l'économie mondiale.

## Mythe n°7 : il y aura toujours des bidonvilles

De tous ceux qui traitent de développement urbain, peu d'entre eux imaginent un avenir sans bidonvilles. Dans les débats sur la pauvreté urbaine, qu'il s'agisse des défenseurs des "bidonvilles de l'espoir" ou des "bidonvilles du désespoir", tous partent tacitement du principe qu'il y aura toujours des bidonvilles.

Une partie du problème vient de la sémantique: il est difficile de concevoir la disparition des "bidonvilles" quand le terme employé pour les décrire est restrictif et généralisé.

Les Objectifs du Millénaire des Nations Unies pour le développement des bidonvilles – visant à *"améliorer sensiblement les conditions de vie de 100 millions d'habitants de bidonvilles d'ici 2020"* – acceptent également implicitement l'existence de bidonvilles comme une réalité durable, car la réalisation de ces objectifs (scandaleusement peu ambitieux) ne se soldera guère par la disparition des bidonvilles.

Si les tendances de l'urbanisation et les municipalités doivent permettre une intégration sociale durable, la politique de développement qui les soutient doit être complètement réformée et repensée. On ne peut pas créer un monde sans bidonvilles et sans pauvreté urbaine sans bouleverser les structures politiques, économiques et sociales actuelles.

Une première étape consisterait à reconnaître la possibilité de concevoir autrement le progrès humain en partant d'un choix fondamentalement différent de priorités mondiales – à commencer par l'engagement immédiat de couvrir les besoins vitaux de tous. Ce n'est qu'alors que le double objectif gravé dans le marbre d'Habitat II en 1996 pourra se traduire par un programme d'action concret : *"un logement décent pour tous"* et le *"développement des établissements humains durables dans un monde qui s'urbanise"*.

Cet espoir repose non seulement sur la mobilisation des forces grâce aux organisations politiques dans les pays du Sud, mais également sur la volonté des populations des pays riches de joindre leurs voix à celles des pauvres, de prendre conscience de l'importance de la justice et de la participation, et de renforcer le mouvement mondial pour une distribution plus juste des ressources mondiales.

## Conclusion

On le voit : le système néo-libéral ne fonctionne vraiment que pour ceux qui le mettent en œuvre pour leur propre profit, et il est clair que ce ne sont pas les populations les plus démunies qui bénéficient de ces mesures. C'est, entre autres, la théorie néo-libérale dite du **"ruissellement"** qui a conduit à cette situation. C'est la fameuse *"main invisible du marché"* que préconisaient Reagan et Thatcher.

Si dans les pays du Sud, la misère est beaucoup plus flagrante, on retrouve ces conditions de vie, encore relativement marginales, dans les pays occidentaux. Aux États-Unis, la pauvreté touchait essentiellement les minorités, comme les Noirs ou les Latinos, en particulier immigrés. Des communautés qui vivent dans des ghettos coupées du reste de la population qui ne les voyait donc pas. Aujourd'hui, la situation tend à s'étendre à d'autres couches de la population.

Mais le mécanisme est le même: désengagement de l'État et des autorités locales, privatisation des services marchands des services publics, endettement et, donc, suppression progressive des aides sociales. Avec cela: compression du personnel, fermeture des usines, chômage endémique, crise des *subprimes*, politique agricole, il y a donc, aujourd'hui, faute de revenus, des localités et des quartiers, voire des grandes villes, en faillite et en décrépitude totale.

Et le même phénomène se constate au niveau mondial : mainmise du privé sur les services publics et endettement abyssal.

---

Article initialement publié sur le blog **Des bassines et du zèle**

A lire aussi: un dossier complet sur les bidonvilles : **Histoire des bidonvilles**

Photos :  **CUSOVSO** ;  **uncultured** ;  **Xiaozhuli** ;  **SpecialKRB**

## 1 ping

Sept mythes sur les bidonvilles » OWNI, News, Augmented | Open World le 11 avril 2012 - 16:41

*[...] mais les bidonvilles demeurent. Pourquoi? Parce que le débat est fondé sur de faux présupposés. Via owni.fr Share this:TwitterFacebookJ'aimeJ'aime Cette entrée a été publiée dans hors [...]*